

Impôt sur le revenu

gouvernement qui a l'audace de dire aux Canadiens de renoncer à vivre au-dessus de leurs moyens, comme l'a dit récemment le premier ministre (M. Trudeau) dans le discours du trône, qui vient demander à présent au Parlement d'approuver ce qui représente un déficit de neuf milliards de dollars. Le ministre des Finances (M. Chrétien) nous a dit dernièrement que nous devrions économiser moins et dépenser plus pour acheter des marchandises canadiennes. Ces neuf milliards de dollars dépassent de beaucoup le budget total du dernier gouvernement progressiste conservateur du pays. Il condamne nettement un gouvernement qui a cessé depuis longtemps de diriger au point qu'il prend pour du leadership cette dérive complète de notre économie. Le Canada est le pays dont la production est la plus chère au monde. Nos salaires sont plus élevés que ceux de notre concurrent principal, les États-Unis. Nos impôts sont parmi les plus élevés du monde. Nos frais de transport sont relativement plus élevés que ceux de tout autre pays, à cause de notre vaste superficie.

En ce qui concerne la totalité des ventes, notre balance commerciale était excédentaire depuis le début des années 1960, à l'exception de 1975, année où nos exportations ont été gravement compromises par la récession qui a eu lieu aux États-Unis. On pourrait conclure devant ces faits que nous n'avons pas de problème commercial, mais cet excédent a masqué les tendances alarmantes du secteur secondaire. Pendant toutes les années 60. Le déficit commercial annuel du secteur de la fabrication était d'environ trois milliards de dollars. Ce déficit augmente depuis le tournant de la décennie. L'année dernière, il a dépassé 10 milliards de dollars. Il s'accroît dans chaque catégorie de marchandises.

● (2212)

Nous comblions ce déficit il y a quelques années encore par nos exportations de ressources naturelles et de produits agricoles. Maintenant le prix du grain a fléchi. Notre dollar vaut beaucoup moins qu'avant. Le prix d'un grand nombre de nos produits minéraux et forestiers a baissé.

Combien d'emplois un tel déficit nous fait-il perdre dans le secteur de la fabrication? Les économistes nous disent qu'un déficit commercial de 10 milliards de dollars au chapitre des produits manufacturés représente 175,000 emplois. Il nous faut des politiques, du leadership et une confiance dans ce leadership non seulement pour relancer le secteur de la fabrication, et les décisions que prennent des centaines de milliers d'hommes d'affaires, de consommateurs et de syndicalistes doivent être les bonnes décisions qui permettront de relancer notre économie.

J'aimerais maintenant parler de l'article 13 du bill. Il a trait aux déductions accordées au titre d'un débours ou d'une dépense engagée, après le 21 septembre 1977, pour une publicité qui s'adresse essentiellement au marché canadien et est diffusée par une station étrangère de radio ou de télévision, indépendamment de la date du contrat publicitaire. Cela favorise nos stations canadiennes, Radio-Canada, CTV et les autres. Bien que j'appuie le principe, j'entrevois certains problèmes à cause de ce que nous imposons à nos hommes d'affaires et organisations, en ce que nous limitons leur accès au plus grand auditoire possible. De plus, nous les obligerons peut-être à appuyer une certaine émission ou station qu'ils n'aiment pas pour atteindre cet auditoire et vendre un produit qu'ils veulent lancer.

Il y a quelques semaines, j'ai présenté une motion en vertu de l'article 43 visant à faire renvoyer la présentation de

[M. Schellenberger.]

Radio-Canada et le sujet traité dans l'émission «The Tarsands» au comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts. Si j'ai présenté cette motion, c'est parce que l'émission était un mélange de réalité et de fiction.

L'émission risquait de porter atteinte à la réputation de Canadiens bien connues. J'ai été tout à fait révolté d'entendre une personnalité respectée de la radio dire que l'émission était en partie réalité, en partie fiction. Comment le public pouvait-il départager l'un et l'autre? Comment pouvait-il savoir ce qui était réalité et ce qui était fiction?

Les gens ont vite oublié la mise en garde et ont cru que toute l'émission était vraie, surtout qu'on a utilisé des personnages ayant une certaine ressemblance, des voies truquées et des noms réels de gens qui sont encore très en vue. Nous ne pouvons permettre, surtout à notre société d'État qui devrait être respectée comme organe d'éducation et de promotion de l'harmonie et de l'unité, de ternir ainsi la réputation des gens. Si elle avait une accusation à porter, elle aurait dû la porter, avec preuves à l'appui. Nous devons faire tous les efforts possibles pour protéger notre liberté et notre responsabilité vis-à-vis du public. Si, en approuvant ces amendements, nous encourageons par là les hommes d'affaires ou les annonceurs à appuyer un programme de ce genre, nous desservons notre pays.

● (2217)

En conclusion, nous ne pouvons plus dissocier les deux problèmes majeurs qui mettent notre avenir en question, la désunion du pays et la détérioration de ses conditions économiques. Tous les deux se trouvent intimement mêlés. Ce sont les années où notre unité a été la plus forte qui ont été aussi les plus prospères. Bien sûr, ce n'est pas seulement avec une économie forte que nous pouvons résoudre la question de l'unité nationale, mais elle en constitue un élément essentiel. Si le bill fait quelque chose pour renforcer notre économie, il aura notre appui.

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de participer au débat sur le bill C-11. Notre économie est certainement en mauvaise passe. Comme on l'a dit avant moi, nous voilà en face d'un déficit de 9.2 milliards de dollars. Le ministre nous l'a soumise récemment, cette proposition inqualifiable, qu'il n'a pas d'ailleurs appelée budget, et qui a tout du budget sauf le nom, et pendant les jours qui ont suivi, nombre de députés de ce côté de la Chambre se sont indignés de la manière dont il l'a introduite en douce à la Chambre, de manière à raccourcir le débat et à étouffer l'opposition, au lieu de lui laisser le temps réglementaire consacré d'habitude à un débat budgétaire. J'ai dit que le budget avait été introduit subrepticement à la Chambre. On peut dire passé sous le manteau. Mon honorable ami de Norfolk-Haldimand a parlé de passage en cachette.

Je félicite le ministre d'avoir obtenu que le cabinet se rétracte à l'égard de la loi inique sur les assurances-vie. Mais il n'est pas allé assez loin. La loi contient encore des articles qui ne donneront pas satisfaction à ceux qui ont contracté des assurances-vies. Des hommes d'affaires notamment seront gravement touchés. Ils ont probablement gratté et économisé pour conserver leur police d'assurance-vie, qui représente pour eux et pour leur famille une garantie de sécurité mais qui en outre—et cela est très important—représente un atout de plus, en cas de difficulté ou si le besoin de financement supplémentaire se faisait sentir.